

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
**P R É F E C T U R E   D U   B A S - R H I N**

DIRECTION DES ACTIONS  
DE L'ETAT

Bureau de l'Environnement et  
des Espaces Naturels

A R R E T E   P R E F E C T O R A L

LE PREFET DE LA REGION ALSACE  
PREFET DU BAS-RHIN

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et notamment ses article 18 et 34 ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU le rapport établi par l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 11 janvier 1995 à l'issue d'une visite des lieux effectuée le 4 janvier 1995 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène au cours de sa réunion du 7 février 1995 ;
- VU les observations formulées par la société MAAS SA le 1er mars 1995 sur le projet d'arrêté à l'issue du conseil départemental d'hygiène du 7 février 1995 ;
- VU l'avis émis par la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement le 19 avril 1995 ;

CONSIDERANT la cessation des activités exercées par la société MAAS SA à INGWILLER sur le site 26, rue de la Moder ;

CONSIDERANT que le site n'a pas été remis dans un état tel qu'il ne manifeste pas d'inconvénients ou de dangers pour l'environnement et que les déchets présents sur le site n'ont pas été enlevés ;

CONSIDERANT que les conditions de stockage de ces déchets induisent des risques importants de contamination mercurielle de l'environnement et d'intoxication de personnes non averties ;

.../...

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de déterminer l'impact de ce dépôt sur les sols et eaux superficielles, afin de juger de l'opportunité d'opération de dépollution ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

### A R R E T E

#### Article 1er :

La société MAAS SA dont le siège social est situé zone industrielle, route de Bouxwiller à 67340 INGWILLER, représentée par son président directeur général, M. OKAJIMA, exécutera dans les délais prescrits, les travaux décrits aux articles 2 et suivants, concernant le dépôt de déchets contaminés au mercure sis 26, rue de la Moder à 67340 INGWILLER.

#### Article 2 : Mise en sécurité des déchets

La société MAAS SA procèdera dans un délai de 8 mois suivant la notification du présent arrêté à la récupération et au stockage dans des récipients étanches et fermés des résidus de fabrication, restes de mercure et objets contaminés présents dans les locaux sis 26, rue de la Moder à INGWILLER, ainsi qu'à leur enlèvement.

Les déchets ainsi récupérés seront stockés dans des conditions garantissant leur protection contre les effractions et vols. En tant que de besoin, un dispositif de surveillance sera mis en place.

#### Article 3 : Evaluation de l'impact du dépôt sur l'environnement

Dans un délai de 12 mois suivant la notification du présent arrêté, la société MAAS SA produira une étude, établie par un organisme indépendant dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, visant à déterminer la contamination des sols des locaux, du sous-sol et de la rivière Moder par le mercure.

Cette étude comprendra impérativement des analyses d'échantillons de sols et de limons, réalisées par un organisme indépendant. Les analyses de limon seront réalisées dans un délai de 4 mois et leurs résultats transmis à l'inspection des installations classées.

Les lieux de prélèvements seront repérés sur un plan détaillé. L'inspection des installations classées sera avertie deux semaines à l'avance de la date de prélèvements.

Article 4 : Enlèvement des déchets

L'enlèvement des déchets contaminés au mercure ne pourra être confié qu'à des entreprises autorisées pour ce faire. Les bordereaux d'enlèvement et d'élimination seront transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement dès leur réception.

Article 5 :

En cas de non exécution des prescriptions du présent arrêté il sera fait application des dispositions prévues aux titres VI et VII de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, indépendamment des sanctions prévues par l'application des procédures pénales.

Article 6 :

Les frais engendrés par l'application du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

Article 7 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 :

le secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,  
le maire d'INGWILLER,  
l'inspecteur des installations classées,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société MAAS SA.

Strasbourg, le - 6 JUIN 1995

Pour ampliation  
P. le Secrétaire Général  
L'Attaché C. Bureau

Jacques IGNARD



LE PREFET  
P. le Préfet  
le secrétaire général,

  
Pierre GUINOT-DELERY

Délai et voie de recours

(Article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement).  
La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.  
Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant.  
Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.